



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 24/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BACCARAT**

Rue des Cristalleries  
BP 31  
54120 Baccarat

Références : 2025\_0637  
Code AIOT : 0006200031

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement BACCARAT implanté RUE DES CRISTALLERIES 54120 BACCARAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite dans le cadre des contrôles pluriannuelles.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BACCARAT
- RUE DES CRISTALLERIES 54120 BACCARAT
- Code AIOT : 0006200031
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MANUFACTURE DE BACCARAT exploite sur le territoire de la commune de BACCARAT des installations de fabrication et de travail du cristal. L'activité est présente sur le site depuis 1764. Dans la manufacture, sont fabriquées toutes sortes de pièces en cristal dont des articles des arts de table, des lustres, des bijoux, des vases, des objets décor...

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques liés à la fusion	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques liés aux activités hors fusion	Arrêté Préfectoral du 16/01/2018, article 7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne de mesures des rejets atmosphériques du four C afin de s'assurer de la situation du site au regard de ses obligations réglementaires sur lesquelles l'inspection a essentiellement porté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques liés à la fusion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Four C
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions atmosphériques issues des installations de fusion doivent respecter les valeurs limites suivantes :
<b>Constats :</b>  La visite a porté notamment sur les rejets atmosphériques du Four C. L'exploitant a communiqué le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques du Four C ainsi que de sa hotte (rapport EK2L0241776 du 25 novembre 2024).

<p>Les résultats de mesures montrent deux non-conformités sur les valeurs de rejets :</p> <p>COVT : 39,79 mg/Nm3 ( VLE : 20 mg/Nm3)  Plomb : 1,06 mg/Nm3 (VLE : 1 mg/Nm3)</p> <p>L'exploitant a indiqué le jour de la visite avoir mis en place des actions correctives, notamment le contrôle et le changement de certaines manches de filtrations.  A noter que l'exploitant a précisé qu'une phase de maintenance portera prochainement sur le changement complet des manches de filtration du Four C.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, à l'issue des travaux de maintenance, de réaliser une nouvelle campagne de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques du Four C et de transmettre à l'inspection, dès réception, le rapport de contrôle de cette campagne, accompagné éventuellement de ses commentaires en cas de dépassements constatés ainsi que ses propositions correctives le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 2 : Rejets atmosphériques liés aux activités hors fusion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2018, article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Activités hors fusion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions atmosphériques issues des installations autres que celles de fusion doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les campagnes de mesures sur les équipements hors fusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LAVEUR NICKELAGE R1 et DORURE R2 (rapport EK2L025230 du 27 janvier 2025)</li> <li>• LAVEUR 1 R19 et LAVEUR 2 R18 (rapport EK2L0_25_204 du 7 novembre 2024)</li> <li>• COMPOSITION, ASPIRATION ATELIER FLETTAGE R16, ASPIRATION COMPOSITION R33, ASPIRATION ATELIER PREPARATION R35, COMPOSITION REJET R31, COMPOSITION REJET R37 (rapport EK2L025007 du 30 décembre 2024)</li> </ul> <p>ne relèvent pas de non-conformités sur les valeurs limites d'émission vis-à-vis de l'arrêté préfectoral susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>